

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 21 octobre 2024

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 24-534

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIÈRES ST CHRISTOPHE

Lieu-dit « Le Mont Chavaut » 10140 PUITES-ET-NUISEMENT

Code AIOT : 0005700370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 octobre 2024 dans l'établissement CARRIÈRES ST CHRISTOPHE, implanté au lieu-dit « Le Mont Chavaut » 10140 PUITES-ET-NUISEMENT. L'inspection a été annoncée le 27 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite étant inscrite dans le plan de contrôle annuel, l'inspection a procédé à une visite d'inspection le 15 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES ST CHRISTOPHE
- Lieu-dit « Le Mont Chavaut » 10140 PUITES-ET-NUISEMENT
- Code AIOT : 0005700370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES ST CHRISTOPHE exploite la carrière à ciel ouvert de roche calcaire sous couvert de l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2017054-0002 du 23 février 2017. L'autorisation porte sur une superficie de 15 ha 45 a 86 ca pour une durée de 30 ans. La production annuelle moyenne de matériaux est de 130 000 t (pour un seuil maximal de 260 000 t).

Les matériaux extraits sont traités par une installation de traitement d'une puissance de 550 kW.

L'exploitation est réalisée par la création de fronts successifs d'une hauteur de 10 m. L'exploitant est autorisé à faire des tirs de mine dans le cadre de son exploitation.

Il est noté que l'exploitation de la carrière montre un retard d'environ 2 ans dû à un manque de demande par rapport à l'offre. La phase 2 d'exploitation a été commencée en 2024. L'année 2023 fut une année sans production.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Secrétaire Général, préfet par intérim ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Secrétaire Général, préfet par intérim, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Information hors constat

L'exploitant indique avoir pratiqué quatre tirs de mines en 2024. Le jour de la visite, les résultats des sismographes, placés aux habitations les plus proches des hameaux de NUISEMENT et de PUIITS, ont été présentés à l'inspection. Ces derniers montrent des vitesses particulières pondérées, suivant les trois axes de la construction, respectées. En effet, les résultats montrent des valeurs inférieures à 10 mm/s (seuil réglementaire). Par ailleurs, l'exploitant indique avoir communiqué en amont avec la collectivité et dit ne pas avoir eu connaissance de plainte ou de nuisance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stockages et station de transit	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 12	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Préservation milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 10	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 11.1	Sans objet
4	Remblayage de carrière	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 13.3	Sans objet
5	Admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 13.4	Sans objet
6	Plan	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 17	Sans objet
7	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 19.3.3.2	Sans objet
8	retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 20.6	Sans objet
9	Bruit et vibration	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 23.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. L'exploitation a pris un retard d'environ deux ans suite à une faible demande de matériaux.

Le site présente des stocks de stériles et de matériaux inertes extérieurs d'une hauteur importante pouvant avoir un impact visuel. Cette hauteur est due à un manque de place au sein de l'emprise de la carrière. La stabilité de ces versos n'ayant pas été remise en cause lors de la visite, il n'est pas proposé de suite administrative. Toutefois l'exploitant étudie comment organiser au mieux son exploitation de façon à réduire la hauteur de ces stocks.

Concernant le suivi des eaux souterraines et l'établissement d'un point zéro, l'exploitant s'est engagé à le réaliser sur la prochaine campagne de mesure. Il est noté que ce point zéro est lié à l'apport de déchets inertes et que ces derniers n'ont pas encore été mis en remblaiement. Par conséquent, l'inspection ne propose pas de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Préservation milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 10
Thème(s) : Autre, Préservation milieu naturel
Prescription contrôlée : [...] Ce suivi, qui devra inclure notamment le suivi sur la présence du Grand Duc, sera réalisé suivant une fréquence annuelle. Ce suivi permettra de pouvoir bénéficier des dispositions prévues à l'article 13.2 en cas de présence non avérée du Grand Duc dans l'habitat relevé en 2015 au niveau de l'éperon rocheux. Un bilan de ce suivi sera transmis à chaque fin de phase quinquennale à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a signé une convention de partenariat pour le suivi écologique avec le Conservatoire des espaces Naturels de Champagnes Ardennes (CENCA) en date du 11 septembre 2024. Il est toutefois noté que des suivis étaient réalisés les années précédentes. Cette convention a pour but de réaliser un suivi écologique de la nidification du Grand-Duc d'Europe, de la nidification du Petit Gravelot et de l'évolution des populations d'amphibiens présents dans les mares du site. Un volet d'accompagnement pour la gestion écologique du site est également inclus dans la convention qui est établit pour une durée de 5 ans. Lors des derniers passages en 2023 et 2024, il a été constaté la présence du Grand-Duc ainsi que deux Grand-Ducs juvéniles. Le rapport du dernier passage a été remis à l'inspection des installations classées le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : Après l'excavation de 0,35 m de terre végétale en moyenne, de 0,65 m de mélange de terre et pierre (stériles) et 1,5 m de plaque de découverte, l'extraction donnera lieu à la création de 3 fronts d'une hauteur maximale de 10 mètres. L'extraction ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de 200 m NGF, hormis sur l'emprise de la parcelle ZV 22 où cette cote est approfondie à la cote 190 m NGF.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation actualisé en date du 6 septembre 2022. Pour la parcelle ZV 22 la cote la plus basse identifiée est 205,24 m NGF, donc supérieur à 190 m NGF. Pour le reste des terrains où l'extraction ne devait pas être réalisée en-dessous de la cote 200 m NGF (au sud), les cotes les plus basses identifiées sont comprises entre 194,52 m NGF 201,84 m NGF. Ces cotes sont en-dessous de celle autorisée de 200 m NGF. Néanmoins, cette zone correspond à l'extraction réalisée sous la précédente autorisation, seule une petite partie restait à extraire sous l'autorisation actuelle et la cote d'extraction est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockages et station de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 12
Thème(s) : Autre, Stockages et station de transit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La terre végétale, représentant un volume total de 25 000 m³, est pour une partie utilisée pour la réalisation du merlon de protection avec plantations en haut des fronts Nord et Est et pour le reste stockée en merlons séparément sur une hauteur maximale de 2 mètres et réutilisée pour la remise en état des lieux.</p> <p>Les stériles de découverte représentant un volume de 46 500 m³ seront stockés séparément en merlons d'une hauteur de 3 mètres de haut et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p> <p>Le volume de plaquette de découverte non valorisable est estimé à environ 43 000 m³.</p> <p>Les matériaux seront entreposés sur une hauteur maximale de 8 m pour les stocks sous crible.</p> <p>Les stocks de matériaux élaborés pourront être entreposés sur une hauteur de 8 mètres en 2 couches avec une rampe.</p> <p>Les matériaux extérieurs inertes seront stockés sur une hauteur maximale de 5 mètres.</p> <p>L'exploitant veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux extraits sont entreposés sur une hauteur inférieure à 8 m.</p> <p>Les stériles d'extraction sont stockés sur une hauteur supérieure à 3 m et les matériaux inertes extérieurs sont stockés sur une hauteur de plus de 8 m (selon le plan topographique de septembre 2022 transmis). Les stocks présentent une hauteur d'environ 10 m.</p> <p>Ces matériaux sont stockés au nord du site à défaut d'avoir une surface suffisante pour les stocker sur une hauteur moindre. Une partie des stériles devaient servir à l'aménagement du parc logistique de l'Aube mais cet aménagement n'a pas abouti. Ces stériles serviront donc au réaménagement de la carrière.</p> <p>L'exploitant se trouve confronté à la fois à une baisse de demande de matériaux engendrant un avancement de l'exploitation plus lente et à un manque de place pour le stockage des stériles et matériaux inertes extérieurs.</p> <p>L'exploitant précise que l'apport de matériaux inertes extérieurs est de ce fait diminué.</p> <p>L'exploitant indique également que le déplacement de ces verses n'est pas possible à ce jour par rapport à la zone exploitée et au manque de place.</p> <p>Il est toutefois noté qu'hormis un impact visuel constaté, une instabilité de ces verses n'a pas été relevée le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à la pérennité de la stabilité des verses et organise son exploitation de façon à réduire leur hauteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage partiel de carrière
Prescription contrôlée : [...] Le volume maximal de déchets inertes susceptible d'être reçu sur le site est évalué de 875 à 900 000 m ³ . Ceux-ci doivent être préalablement triés et/ou contrôlés par l'exploitant de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Pour le cas de déchets inertes interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite des 50 m ³ . Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers de installations d'élimination adaptées dûment autorisées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une benne pour réceptionner les déchets Non conformes des matériaux inertes extérieurs réceptionnés. L'exploitant a réceptionné depuis janvier 2024 : 4 722 tonnes de matériaux inertes. Ces matériaux inertes sont essentiellement des terres et cailloux classés sous le code déchet 17 05 04.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 13.4
Thème(s) : Risques chroniques, Admission déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation.</p> <p>Un nouveau contrôle visuel et olfactif est réalisé lors du déchargement du camion sur une aire dédiée à cet effet et lors de l'enfouissement afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>En cas de doute, l'exploitant refuse l'admission du déchet.</p> <p>Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit.</p> <p>Pour le cas des déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite des 50 m3. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages..) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis trois DAP (demande d'acceptation préalable) ainsi que les bordereaux de livraison.</p> <p>Les DAP reprennent les informations attendues, à savoir ; l'origine du chantier avec références cadastrales, le producteur, l'expéditeur, le transporteur, la quantité estimée de déchets, le type de déchets, si les déchets ont fait l'objet d'analyses.</p> <p>Les bordereaux de livraison reprennent les informations du producteur, transporteur, chantier, type de déchet, la quantité et le numéro du DAP auquel il est rattaché.</p> <p>L'exploitant a également transmis son registre d'acceptation reprenant à minima l'ensemble des informations mentionnées ci-dessus, complété du contrôle visuel et olfactif ainsi que des informations propres à la gestion interne de la société Carrières St Christophe.</p> <p>N'ayant pas encore procédé à l'aménagement avec des déchets inertes extérieurs, le plan topographique permettant de localiser les déchets inertes mis en remblais n'a pas été demandé.</p> <p>A ce titre, l'exploitant veillera soit à compléter son registre d'admission, soit d'établir un second suivi permettant d'établir la traçabilité des déchets inertes mis en remblais.</p> <p>Ce point ne suscite pas de remarque complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 17
Thème(s) : Autre, Plans exploitation
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• les bornes déterminant le périmètre d'autorisation et le piquetage déterminant le périmètre d'extraction visés à l'article 4;• les pistes et voies de circulation;• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, bascule, locaux, aire étanche... <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté son plan d'exploitation actualisé en date du 9 septembre 2022. L'exploitant précise que ce plan n'a pas fait l'objet de mise à jour en 2023 étant donné de l'absence d'extraction en 2023. Ce plan reprend l'ensemble des éléments attendus. L'exploitant précise que l'actualisation du plan est prévue sur fin octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan actualisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 19.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevé mensuel du niveau d'eau des puits visés à l'article 19.3.3.1 et réalise, à une fréquence semestrielle (une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux) les analyses de la qualité des eaux souterraines suivantes : pH, température, hydrocarbures totaux, turbidité, conductivité, MEST, DCO.</p> <p>Afin d'établir un point zéro, une analyse plus détaillée devra être réalisée avant le début de l'apport de déchets inertes extérieurs sur le site ; elle inclura de plus les paramètres suivants : DBO5, COT, carbonates, chlorures, sulfates, ammonium, fluorures, CA, K, Na, Mg, Mn, Fe, Al, Si, métaux lourds.</p> <p>Cette analyse détaillée sera renouvelée, par l'exploitant, en amont et en aval du site, à la fin de chacune des 6 phases quinquennales d'exploitation, et après remblaiement.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont transmis sous 15 jours après leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et de précision sur les évolutions envisagées des conditions d'extraction.</p> <p>Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant informe l'ARS et prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la dernière analyse du séparateur hydrocarbure réalisée le 29 avril 2024 qui ne présente pas de non-conformité.</p> <p>L'exploitant a transmis une campagne de mesure des eaux souterraines réalisée le 29 avril 2024 sur les 3 piézomètres implantés en amont et aval du site. Les résultats montrent une légère augmentation entre l'amont et l'aval pour le paramètre MES, notamment par rapport à 2023. Cette légère augmentation peut être due aux fortes précipitations présentes depuis le dernier trimestre 2023.</p> <p>Il est noté également qu'il n'y avait pas de production sur l'année 2023.</p> <p>La seconde campagne de mesures est prévue en octobre 2024.</p> <p>L'exploitant confirme que l'établissement d'un point zéro sur la qualité des eaux souterraine avant l'apport de déchets inertes extérieurs n'a pas été réalisé. Il précise toutefois que le remblaiement par des déchets inertes extérieurs n'a pas débuté. Néanmoins, il s'engage à lancer sur la prochaine analyse des eaux souterraines la mesure des paramètres demandés afin de constituer un point zéro. A ce titre, l'exploitant a transmis le 17 octobre 2024 la demande d'intégration de ces paramètres au laboratoire lors de la prochaine analyse 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 20.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance retombées de poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance sera réalisé à partir des ponts reportés sur le plan en annexe 6 du présent arrêté. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 20.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 20.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 20.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesure de retombées atmosphériques. Les dernières campagnes ont été réalisées en mars et novembre 2023. Les résultats de ces campagnes ne montrent pas de non-conformité ; la moyenne annuelle glissante pour le point B est $< 500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ ($49.5 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$). Il est noté que seule l'activité vente de matériaux était en fonctionnement lors des campagnes (pas d'extraction). Concernant l'année 2024, les deux campagnes ont été réalisées et le rapport est en cours de rédaction. Ce dernier est transmis à l'inspection une fois établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruit et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 23.1
Thème(s) : Risques chroniques, mesure de bruit
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès la mise en place des activités présentées (dont l'installation de traitement des matériaux), puis effectué tous les 5 ans. Les 4 points de mesure sont repérés sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces points de contrôle pourront être éventuellement modifiés avec accord préalable de l'inspection.
Constats : La dernière mesure acoustique a été réalisée le 12 juin 2024. Deux point ZER ont été mesurés (habitation à NUISEMENT - environ 600m- et habitation à PUIITS - environ 1km). Les résultats montrent qu'au point ZER1, l'activité de la carrière n'était pas audible, avec des vents moyens contraires. Le niveau sonore était influencé par le passage à pied ou en voiture des riverains et, dans une moindre mesure, par le trafic routier sur les RD79 et RD79C. Au point ZER2, l'activité de la carrière était peu audible, avec des vents moyens de travers. Le niveau sonore était influencé par les chiens de voisinage ainsi que par le trafic routier sur les RD79 et RD79C. Ces résultats montrent une émergence conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite